

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 21 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CF2P SAS (ex IKEA INDUSTRY FRANCE)

ZI du Tertre Landry
BP 90
70200 LURE

Références : UID25/70/90/SPR/MV/LB 2022 - 0921A
Code AIOT : 0005901195

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement CF2P SAS (ex IKEA INDUSTRY FRANCE) implanté ZI Tertre Landry BP 90 70200 LURE. L'inspection a été annoncée le 18/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est intervenue dans le cadre de l'épisode de sécheresse et plus particulièrement à la suite du franchissement du seuil "crise" le 5 août 2022.

En effet, la situation hydrologique actuelle, et notamment la faiblesse des débits de certains cours d'eau, a conduit le Préfet à prendre les arrêtés préfectoraux n°70-2022-08-05-00025 et n°70-2022-08-05-00024 du 5 août 2022 portant limitation provisoire des usages de l'eau (niveau crise) pour l'ensemble du département de la Haute-Saône.

Ces arrêtés préfectoraux entraînent la mise en application de mesures de restriction de l'usage de l'eau plus contraignantes, et ce, quelle que soit la ressource sollicitée.

Par ailleurs, une plainte concernant des nuisances sonores a été transmise à l'inspection des installations classées le 25 août 2022. Lors de la visite d'inspection, une attention particulière a donc été portée sur le respect des prescriptions relatives aux émissions sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CF2P SAS (ex IKEA INDUSTRY FRANCE)
- ZI Tertre Landry BP 90 70200 LURE
- Code AIOT : 0005901195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société CF2P est spécialisée dans la fabrication et le revêtement de panneaux de particules. Anciennement usine de production du groupe IKEA, elle a été achetée en 2019 par le groupe P3G industries, acteur historique du marché de l'ameublement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse
- plainte / bruit
- risque accidentel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Adaptation prélèvements - sécheresse	Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 4.1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 01/09/2022, article R.181-46-II	/	Sans objet
3	Adaptation prélèvements - sécheresse	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 2	/	Sans objet
4	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 4.1.1	/	Sans objet
10	Rejets dans le milieu naturel	AP Complémentaire du 25/06/2012, article 4.3.10.1	/	Sans objet
11	Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 6.2.3	/	Sans objet
12	Valeurs limites d'urgence	Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 6.2.1	/	Sans objet
15	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 7.5.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Adaptation prélèvements - sécheresse	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 2	/	Sans objet
6	Dérogação	Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article Art. 5	/	Sans objet
7	Dérogação	Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article Annexe 5	/	Sans objet
8	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 25/06/2012, article 4.2.2	/	Sans objet
9	Caractéristiques générales rejet eaux pluviales	AP Complémentaire du 25/06/2012, article 4.3.8	/	Sans objet
13	Caractérisation des risques	Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 71.1	/	Sans objet
14	Installations électriques - mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 72.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est apparu lors de la visite d'inspection qu'il était nécessaire pour l'exploitant de déposer un dossier de porter à connaissance concernant les modifications relatives à l'alimentation en eau et au stockage de bois.

Par ailleurs, l'exploitant ne respecte pas les valeurs maximales de prélèvements en eau que ce soit hors période sécheresse ou depuis le déclenchement du seuil crise.

En lien avec la plainte sur le bruit, l'exploitant doit lors de sa prochaine analyse des émissions sonores prévue pour septembre 2022 prendre en considération l'ensemble des points de mesures mentionnés dans l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/09/2022, article R.181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
Constats : L'exploitant a transmis le 17 décembre 2020 une déclaration de forage au titre de l'article L.411-1 du code minier. Lors de la visite d'inspection il a pu être constaté que les travaux pour la réalisation du forage avaient été effectués. L'exploitant a indiqué qu'il envisageait de commencer les prélèvements d'eau au niveau du forage courant septembre. Il souhaite conserver l'alimentation en eau potable uniquement pour les usages sanitaires et prélever au niveau du forage au maximum 200 000 m3/an afin d'alimenter ses procédés industriels. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois et préalablement à la mise en fonctionnement du forage, un dossier de porter à connaissance relatif à la modification des conditions d'exploitation. Par ailleurs, lors de la visite l'exploitant a indiqué qu'il envisageait des modifications des conditions de stockage des grumes de bois. Ces modifications doivent être portées à la connaissance de l'inspection avant leur réalisation et pourront être intégrées au dossier mentionné précédemment.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Adaptation prélèvements - sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Adaptation prélèvements - sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le 10 octobre 2018, l'exploitant transmettra à l'inspection une procédure « sécheresse » dans laquelle il explicitera les différentes mesures mises en place (complétant celles précitées) lors des épisodes de restriction des usages de l'eau en fonction des seuils atteints et des niveaux de plan d'économie à mettre en œuvre, seront également présentés l'historique des efforts mis en place (investissement, infrastructure, production, restriction).
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure sécheresse en date de 2020, indiquant les restrictions des usages de l'eau en fonction des seuils atteints. Il dispose également d'un suivi des actions menées depuis 2020 afin de réduire la consommation en eau du site. Plus particulièrement, les actions suivantes ont été mises en place : <ul style="list-style-type: none">- en 2020 : campagne de détection des fuites, fouille et réparation des fuites au niveau des poteaux de ville et incendie ainsi qu'au niveau du réseau déluge,- en 2021 : réparation au niveau de la chaudière, campagne détection des fuites, mise en place de recyclage d'eau de pluie au niveau de l'électrofiltre,- en 2022 : mise en place d'un brumisateur au niveau du parc à bois, mise en service d'un forage, baisse des consommations en eau du séchoir. Il est prévu pour septembre, lors de l'arrêt technique, la recherche de fuite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Adaptation prélèvements - sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 2																																								
Thème(s) : Risques chroniques, Adaptation prélèvements - sécheresse																																								
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																								
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque sont dépassés les seuils suivants : <ul style="list-style-type: none"> - seuil de vigilance ; - seuil d'alerte ; - seuil d'alerte renforcée ; - seuil de crise ; définis dans l'arrêté préfectoral cadre inter-préfectoral susvisé (ou tout acte venant le modifier), définissant pour la zone des mesures coordonnées de limitations provisoires des usages de l'eau et de surveillance. Lors du dépassement des seuils de vigilance, alerte, alerte renforcée et crise, constaté par arrêté préfectoral, l'exploitant met en œuvre les mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral portant restriction d'usage de l'eau pris en application de l'arrêté cadre inter-préfectoral susvisé, ainsi que les mesures spécifiques suivantes :																																								
<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="5">Dispositions à prendre selon le seuil</th></tr> <tr> <th></th><th>Vigilance</th><th>Alerte (plan économie niveau 1)</th><th>Alerte renforcée (plan économie niveau 2)</th><th>Crise (plan économie niveau 3)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="2">Sensibilisation</td><td colspan="4">Le personnel est informé du seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.</td></tr> <tr> <td></td><td colspan="3">Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.</td></tr> <tr> <td rowspan="4">Prélèvements en eau</td><td></td><td colspan="3"> <ul style="list-style-type: none"> - Un renforcement du suivi des consommations est mis en place (par exemple passage de hebdomadaire à journalier / passage de journalier à 2 fois par jour). - L'exploitant intègre dans son processus de suivi des consommations un suivi des dispositifs d'alerte à sa disposition en vue de se tenir régulièrement informé de l'évolution de la criticité des seuils sécheresse. </td></tr> <tr> <td></td><td colspan="3"> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrosage des pelouses ainsi que lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité, - les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation, - les tests à l'eau (essais périodiques défense incendie, test étanchéité, etc.) sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement, ou pour des raisons de sécurité, - les économies d'eau réalisées suite à la mise en place des différentes mesures sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. </td></tr> <tr> <td></td><td></td><td colspan="2">L'exploitant étudie des modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité.</td></tr> <tr> <td></td><td></td><td></td><td>Le Préfet pourra, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, aller jusqu'à l'interdiction des prélèvements eau du site*.</td></tr> </tbody> </table>					Dispositions à prendre selon le seuil						Vigilance	Alerte (plan économie niveau 1)	Alerte renforcée (plan économie niveau 2)	Crise (plan économie niveau 3)	Sensibilisation	Le personnel est informé du seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.					Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.			Prélèvements en eau		<ul style="list-style-type: none"> - Un renforcement du suivi des consommations est mis en place (par exemple passage de hebdomadaire à journalier / passage de journalier à 2 fois par jour). - L'exploitant intègre dans son processus de suivi des consommations un suivi des dispositifs d'alerte à sa disposition en vue de se tenir régulièrement informé de l'évolution de la criticité des seuils sécheresse. 				<ul style="list-style-type: none"> - l'arrosage des pelouses ainsi que lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité, - les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation, - les tests à l'eau (essais périodiques défense incendie, test étanchéité, etc.) sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement, ou pour des raisons de sécurité, - les économies d'eau réalisées suite à la mise en place des différentes mesures sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. 					L'exploitant étudie des modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité.					Le Préfet pourra, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, aller jusqu'à l'interdiction des prélèvements eau du site*.
Dispositions à prendre selon le seuil																																								
	Vigilance	Alerte (plan économie niveau 1)	Alerte renforcée (plan économie niveau 2)	Crise (plan économie niveau 3)																																				
Sensibilisation	Le personnel est informé du seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.																																							
		Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.																																						
Prélèvements en eau		<ul style="list-style-type: none"> - Un renforcement du suivi des consommations est mis en place (par exemple passage de hebdomadaire à journalier / passage de journalier à 2 fois par jour). - L'exploitant intègre dans son processus de suivi des consommations un suivi des dispositifs d'alerte à sa disposition en vue de se tenir régulièrement informé de l'évolution de la criticité des seuils sécheresse. 																																						
		<ul style="list-style-type: none"> - l'arrosage des pelouses ainsi que lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité, - les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation, - les tests à l'eau (essais périodiques défense incendie, test étanchéité, etc.) sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement, ou pour des raisons de sécurité, - les économies d'eau réalisées suite à la mise en place des différentes mesures sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. 																																						
			L'exploitant étudie des modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité.																																					
				Le Préfet pourra, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, aller jusqu'à l'interdiction des prélèvements eau du site*.																																				
<p>* L'exploitant qui souhaite bénéficier d'une dérogation transmet au préfet une demande dûment justifiée de dérogation en explicitant le caractère absolument indispensable de l'eau pour le bon fonctionnement de ses installations, ainsi que toutes les mesures prises récemment ou à venir, visant à réduire sa consommation d'eau. En cas de dérogation, le prélèvement est plafonné à la valeur résultante du plan d'économie niveau 2.</p> <p>La levée des mesures spécifiques indiquées ci-dessus sera soit actée par arrêté préfectoral, soit effective à la date de fin de validité de l'arrêté préfectoral actant le franchissement de seuil.</p>																																								

Constats : Au niveau de la sensibilisation, une communication est faite par mail aux responsables de secteur lors du passage des seuils définis dans l'arrêté préfectoral cadre Haute-Saône. En revanche aucun affichage n'est réalisé au sein du site afin de sensibiliser le personnel sur le sujet.

Le relevé des volumes d'eau consommés est effectué tous les matins. Dans le cadre du franchissement du niveau crise sécheresse l'exploitant doit mettre en place un renforcement du suivi des consommations avec notamment un passage de journalier à 2 fois par jour.

Concernant les actions mises en place afin de diminuer les consommations d'eau, au cours de l'année 2022 l'exploitant a mis en place un brumisateur au niveau du parc à bois et l'arrosage de celui-ci est stoppé durant la période de sécheresse, il travaille également sur la mise en place du système de récupération d'eau de pluie au niveau du séchoir.

L'exploitant a indiqué qu'une fuite de l'ordre de 200 m³/j a été détectée récemment.

Un travail de recherche de fuite est également mis en place.

Observations : il convient pour l'exploitant de réaliser un affichage des consignes afin d'éviter les gaspillages d'eau et de renforcer le suivi de ses consommations d'eau.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Réseau public - Lure - prélèvement maximal annuel : 200 000 m³ - débit maximal journalier 1 000 m³.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau utilisés dans l'établissement. Les ouvrages de prélèvements sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs. Le relevé des volumes consommés est effectué journalièrement et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.</p>
<p>Constats : Comme indiqué précédemment, le relevé des compteurs d'eau est effectué tous les matins et les informations sont inscrites sur un registre informatisé.</p> <p>Les informations transmises par l'exploitant sur GIDAF indiquent les prélèvements en eau suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2019 : 220 000 m³/an- 2020 : 226 772 m³/an- 2021 : 242 100 m³/an <p>Ainsi sur les trois dernières années, l'exploitant ne respecte pas le prélèvement maximal annuel autorisé de 200 000 m³.</p> <p>Concernant le débit maximal journalier, hors période de sécheresse, le débit est en moyenne de 1300 m³/j.</p> <p>Durant le mois d'août du fait de l'arrêt de l'arrosage du parc le débit est en moyenne de 1100 m³/j.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas le débit maximal journalier de 1000 m³ en période « hors sécheresse ».</p> <p>Comme mentionné précédemment, l'exploitant a indiqué qu'un travail allait être effectué concernant la recherche d'une fuite à l'origine d'une perte de 200 m³/j. L'entreprise Véolia qui est déjà intervenue sur le sujet va de nouveau effectuer des recherches et travaux durant les semaines d'arrêt pour maintenance en septembre.</p> <p>L'exploitant doit transmettre dans les plus brefs délais les informations relatives à cette fuite et aux actions engagées afin de ne pas dépasser le prélèvement maximal autorisé.</p> <p>Les éléments concernant l'adaptation des prélèvements en eau en cas de sécheresse sont détaillés ci-dessous.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Adaptation prélèvements - sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Adaptation prélèvements - sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réseau public - Lure - Prélèvement maximal annuel 200 000 m ³ - Débit maximal journalier seuil d'alerte/ de vigilance 1 000 m ³ - Seuil de crise/ crise renforcée 500 m ³
Constats : Le département de la Haute-Saône a franchi le seuil de l'alerte renforcé le 20 juillet et celui de la crise le 5 août 2022. L'exploitant doit donc respecter à partir de ces dates un débit maximal journalier de 500 m ³ /j. Durant le mois d'août le débit était en moyenne de 1100 m ³ /j, et de 1085 m ³ /j la veille de l'inspection au 29 août, soit le double de la valeur prescrite. Il est mentionné dans le précédent rapport d'inspection en date du 13 août 2021 que la prescription relative au débit à respecter en cas de sécheresse est inadaptée, et que l'exploitant sollicite une valeur de 800 m ³ / jour. L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection qu'un débit de 500m ³ /j n'est pas suffisant pour faire fonctionner les installations. En revanche, aucune justification à ce sujet n'a été transmise. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, un dossier de porter à connaissance intégrant les éléments relatifs à l'impossibilité de respecter les seuils de prélèvements et de débit prescrits dans l'arrêté préfectoral du 25/06/2012 en détaillant notamment l'ensemble des consommations d'eau de son processus avec les postes indispensables au fonctionnement de son installation. Il mentionnera également les efforts mis en place et les actions envisagées pour conduire à une réduction des prélèvements et des débits avec les échéances de réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 6 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article Art. 5
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département (direction départementale des territoires, service police de l'eau) une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. Cette demande ne peut concerner que les usages interdits et uniquement pour des raisons de santé publique, de salubrité publique et de sécurité publique. La décision concernant cette demande d'adaptation sera notifiée à l'intéressé et rendue publique sur le site internet des services de l'État du département concerné. Concernant les mesures de restriction, un délai d'adaptation pour les usages agricoles, industriels et commerciaux est possible pour la seule année 2022 : au cours de cette année transitoire, le préfet peut autoriser le maintien des mesures de restrictions publiées antérieurement en lieu et place de celles prescrites à l'annexe 4 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant n'a pas sollicité de demande de dérogation auprès du Préfet de la Haute-Saône. Par ailleurs, au vu des utilisations de l'eau sur le site qui ne sont pas pour des raisons de santé publique, salubrité publique et de sécurité publique, la possibilité d'une dérogation n'est pas envisageable. De plus, l'exploitant dispose d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques qui trouvent à s'appliquer en cas de sécheresse. Comme mentionné précédemment, en cas de non-respect des valeurs fixées dans l'arrêté préfectoral, l'exploitant devra déposer un dossier de porter à connaissance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article Annexe 5
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des disposition quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle.
Constats : La société CF2P dispose d'un arrêté préfectoral en date du 25/06/2012 fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, notamment au travers de l'article 4.3.1. Ces éléments sont détaillés plus haut dans le rapport d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/06/2012, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établies par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - Les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire ...) - Les secteurs collectés et les réseaux associés, - Les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu. <p>Constats : Dans le précédent rapport d'inspection en date du 13/08/2021 il avait été mentionné que le plan des réseaux ne faisait pas apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation, - les secteurs collectés, - les ouvrages d'épuration avec les points de contrôles et les points de rejet. <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite, un plan à jour comportant les éléments mentionnés lors de la dernière inspection avec notamment l'origine de l'alimentation en eau potable, le disconnecteur avec la vanne générale, le bassin A avec le décanteur, le tamis filtrant et déshuileur ainsi que le bassin B avec la station de traitement des eaux de pluie, le décanteur lamellaire et le déshuileur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : caractéristiques générales rejet eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/06/2012, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Températures : < 30°C - pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) - couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/L <p>Constats : L'exploitant a indiqué que les analyses des rejets sont effectués de manière mensuelle par Veolia et des mesures sont également effectuées par Eurofin 2 fois par an. Les derniers résultats en date de juin 2022 présentés lors de la visite indiquent une température de 10°C, un pH aux alentours de 6 et une modification de la colorimétrie de 20 mg Pt/L.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/06/2012, article 4.3.10.1																				
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux pluviales																				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																				
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p><u>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1</u></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Débit de référence</th><th>Maximal</th><th>Moyen mensuel</th></tr> <tr> <th>Paramètre</th><th>Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)</th><th>Flux moyen mensuel (kg/j) ou flux spécifique moyen mensuel</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MES</td><td>35</td><td>/</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>30</td><td>/</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>125</td><td>/</td></tr> <tr> <td>HC totaux</td><td>5</td><td>/</td></tr> </tbody> </table> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :</p> <p>La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 58 330 m² pour les toitures, et 129 840 m² de surface imperméabilisée au sol.</p>			Débit de référence	Maximal	Moyen mensuel	Paramètre	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Flux moyen mensuel (kg/j) ou flux spécifique moyen mensuel	MES	35	/	DBO5	30	/	DCO	125	/	HC totaux	5	/
Débit de référence	Maximal	Moyen mensuel																		
Paramètre	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Flux moyen mensuel (kg/j) ou flux spécifique moyen mensuel																		
MES	35	/																		
DBO5	30	/																		
DCO	125	/																		
HC totaux	5	/																		
<p>Constats : L'exploitant a transmis par mail le 1er septembre, le rapport d'analyses de eaux de rejet en date du 30 août 2022. Celui-ci indique les concentrations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES 5,4 mg/L - DBO5 : inférieure à 3 mg/L - DCO : 52 mg O2/L <p>En revanche il n'y a pas d'analyse réalisée sur les hydrocarbures totaux. L'exploitant doit lors de sa prochaine analyse intégrer le paramètre HC totaux et transmettre dès réception les résultats d'analyse à l'inspection des installations classées.</p>																				
Type de suites proposées : Susceptible de suites																				
Proposition de suites : Sans objet																				

N° 11 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les trois ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié, choisi après accord de l'inspection des : installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones . où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations -aux-emplacements suivants : points B et C du plan en annexe L. " Tout constat de dépassement des, niveaux fixés à l'article 6.2.2 ci-dessus, devra être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementées. Le prochain contrôle de ce type devra être effectué avant le 14 décembre 2013.</p> <p>Constats : La dernière étude de bruit a été réalisée en octobre 2021. La mesure des niveaux sonores a été réalisée au niveau de 2 points en zone à émergence réglementée. Il s'agit du point A et B définis dans l'arrêté préfectoral de 2012. En revanche le point C n'a pas fait l'objet de mesure. Cette remarque avait déjà été formulée dans le rapport d'inspection du 21 septembre 2021.</p> <p>L'exploitant doit lors de sa prochaine mesure d'émission sonore intervenant en septembre 2022 prendre en considération les 3 points de mesures mentionnés dans l'arrêté préfectoral de 2012 et transmettre dès réception les résultats à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 6.2.		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée :		
ARTICLE 6.2.1 – Valeurs limites d'émergence		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Ou (à préciser, selon le cas)		
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Le respect des critères d'émergence ainsi définis conduit à fixer, à la date du présent arrêté, des niveaux de bruit maximum ci-après en limite de propriété aux points A, B et C. Les points A, B et C sont définis sur le plan en annexe 1 au présent arrêté.		
PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point A	70 dB(A)	60 dB(A)
Point B	65 dB(A)	55 dB(A)
Point C	65 dB(A)	55 dB(A)
Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont constituées par :		
- la ferme située au sud -est de l'établissement et ses parties extérieures les plus proches,		
- les bureaux de la pépinière d'entreprises situés au nord de l'établissement.		
Constats : Dans le rapport d'inspection de 2021, il est mentionné des dépassements des valeurs limites de bruit notamment en ce qui concerne :		
- le point B en période nocturne : 7 dB(A) avec un bruit ambiant de 49,5 dB(A)		
- le point F en période diurne: 7,5 dB(A) avec un bruit ambiant de 49,5 dB(A)		
- le point F en période nocturne : 13 dB(A) avec un bruit ambiant de 49,5 dB(A).		
L'exploitant a mis en place des actions afin de réduire ses émissions sonores. Le caisson filtrant au niveau du compresseur à air a été remis en état et les opérations de broyage et de chargement sont réalisées uniquement en journée avec un arrêt à partir de 19h.		
Des nouvelles mesures de bruit ont été réalisée en octobre 2021, le rapport de la société Manumasure fait état des valeurs suivantes :		
- Le point B en période diurne : 1 dB(A) avec un bruit ambiant de 52 dB(A)		
- Le point B en période nocturne : 3,5 dB(A) avec un bruit ambiant de 43,5 dB(A)		
- Le point C en période diurne : 1 dB(A) avec un bruit ambiant de 52 dB(A)		
- Le point C en période nocturne : 3 dB(A) avec un bruit ambiant de 48 dB(A)		
Aux deux points B et C mesurés, l'émergence est donc conforme.		
Toutefois et comme indiqué précédemment, des mesures doivent être effectuées au niveau du point de mesure A.		
Type de suites proposées : Susceptible de suites		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 13 : Caractérisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Caractérisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives. ou explosibles pouvant survenir soit. de façon permanente ou semi- permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu. à jour. D La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones.et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté le jour de l'inspection le POI en date de novembre 2021, incluant un plan de synthèse des risques et moyens de secours, un plan des zones ATEX, un plan des zones risque électrique, un plan des zones risque incendie et risque explosion. Des plans par secteur incluant l'ensemble des risques sont également présents au sein du POI. Les moyens de secours (hydrants, poteaux incendie, réseau sprinklage, RIA, exutoires de fumées) et les accès pompiers sont, par ailleurs, bien indiqués.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Installations électriques - mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques - mise à la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.ne vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement tes défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.[...]</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté le jour de la visite les rapports de vérification périodique en date de 2021 de SOCOTEC. Ceux-ci indiquent que les installations des secteurs parc à bois, préparation bois sec, encollage ne peuvent pas entraîner de risque. En revanche, les secteurs préparation de bois, presse, séchoir, et électrofiltre peuvent entraîner des risques.</p> <p>L'exploitant a mis en place un programme d'action qu'il suit de manière informatique. La majorité des non-conformités a été traitée en février et juin 2022. Les trois non-conformités restantes seront traitées d'ici de la fin de l'année, les commandes sont déjà passées et l'exploitant est en attente de réception.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2012, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie. appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, judicieusement répartis dans les installations et accessibles en toute circonstance, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 23 poteaux incendie pour la défense extérieure conformes à la norme NFS.61.213, seront implantés conformément à la norme NFS62.200 ; - une réserve d'eau constituée au minimum de 2 400 m³, et pouvant être réalimentée par le réseau communal ou autre ressource ; - un dispositif d'extinction automatique. est en place dans les bâtiments de production et de stockage. Ce dispositif est alimenté par deux cuves de 825 m³. Il est couplé à la mise en service du bassin de confinement des eaux d'incendie ; - des extincteurs en nombre suffisant sont répartis à l'intérieur des locaux. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - des RIA raccordés sur les sources d'eau des dispositifs d'extinction automatique ; - des détecteurs GRECON sur les transports pneumatiques, les équipements de la zone de préparation du bois sec, déclenchant automatiquement des systèmes d'extinction ; - des moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'un système de détection automatique d'incendie associé à une alarme ; - d'une aire d'aspiration de 160 m² {8 x 20} disposant de 8 colonnes fixes d'aspiration de 100 mm avec crépines au niveau de la réserve incendie. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces opérations seront consignées sur Un registre. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> <p>Constats : Les poteaux incendie ont fait l'objet d'une vérification en juillet 2021 par la société Caron sécurité. La moitié des poteaux contrôlés nécessite des travaux de terrassement afin de faire ressortir la vanne de pied, ces travaux sont programmés pour septembre 2022. Il a par ailleurs été constaté le jour de l'inspection une fuite au niveau du poteau incendie n°21. L'exploitant doit sans délai intervenir afin de réparer cette fuite.</p> <p>Concernant les dispositifs de détection et d'extinction automatique ceux-ci ont également été vérifiés en 2021 aucune observation n'a été formulée sur la détection. En revanche l'exploitant a indiqué qu'il y a des déclenchements intempestifs des systèmes d'extinction qui seront remis en état en septembre. Par ailleurs, à la suite d'un incendie récent au niveau de la zone de bois humide, des détecteurs supplémentaires vont être ajoutés.</p> <p>Les extincteurs ont été contrôlés en mai 2022 avec une remise en état systématique et immédiate si cela s'avérait nécessaire.</p> <p>Les contrôles du réseau de sprinklage et des détecteurs Grecon ont également été effectués en 2021 et ne présentent pas d'anomalie résiduelle.</p> <p>Concernant l'équipe d'intervention, 29 personnes sur le site sont formées à l'intervention dont la date de fin de validité de formation était 2021. L'exploitant envisage une mise à jour des formations avec une réorganisation de son équipe d'intervention.</p> <p>L'exploitant doit, dans un délai de 3 mois, procéder au recyclage de formation de son personnel d'intervention ou procéder à une formation initiale pour sa nouvelle équipe de formation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

